

Gérard Chaliand, Les stratégies du terrorisme, Desclée de Brouwer, 2002, 248 p., 21 €

Michel Taillefer

DANS **REVUE PROJET** 2002/2 n° 270 , PAGES 111B À 125B
ÉDITIONS **C.E.R.A.S**

ISSN 0033-0884

DOI 10.3917/pro.270.0111b

Date de mise en ligne : 01/03/2010

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-projet-2002-2-page-111b?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour C.E.R.A.S.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Revue des livres

International, Europe

Olivier DOLLFUS

La mondialisation

Presses de Sciences po, coll. La Bibliothèque du citoyen, 2001, 168 p., 11,43 €.

Partout, le terme « mondialisation » résonne à nos oreilles. Pourfendeurs et avocats de la « mondialisation », partisans d'une « autre mondialisation », etc., se disputent la scène publique. Le grand intérêt de ce petit ouvrage est d'attirer l'attention sur la dimension géographique du débat. L'insistance actuelle sur les réseaux, l'essor des nouvelles technologies de l'information et de la communication, la domination du libéralisme économique, rien de tout cela ne signifie la fin de notre inscription dans l'espace. Nous n'entrons pas dans un univers de relations virtuelles qui aboliraient toute référence aux territoires. Une nouvelle fois dans l'histoire de l'humanité notre rapport aux lieux est réinterprété. Avec clarté et précision, l'auteur montre la nécessité de tirer les conséquences politiques de cette réinterprétation.

Antoine Kerhuel

Gérard CHALIAND

Les stratégies du terrorisme

Desclée de Brouwer, 2002, 248 p., 21 €.

Ce livre est la seconde édition d'un ouvrage, complété à la suite des événements du 11 septembre 2001. G. Chaliand, directeur de cet ouvrage collectif, s'attache d'abord à prendre la mesure du terrorisme : diversité de ses formes, éventualité ou non d'une montée vers un terrorisme de destruction massive, personnes ou groupes susceptibles d'agir. Suivent des contribu-

tions d'autres auteurs sur les origines et les réalités de l'islamisme activiste, sur le terrorisme comme stratégie d'insurrection, sur la secte japonaise Aum, sur la contrebande nucléaire pouvant ou non conduire à un terrorisme nucléaire, sur les réactions au terrorisme aux Etats-Unis et ailleurs. En guise de conclusion, G. Chaliand, insistant sur la disproportion entre les conséquences militaires réduites du terrorisme et son effet considérable sur l'opinion, s'intéresse au couple terrorisme-médias. Le terrorisme cherche le maximum de publicité. Les médias s'efforcent de tirer tous les effets dramatiques de l'événement. Comment aider les médias et, à travers eux l'opinion, à ne pas se laisser manipuler par les terroristes ?

Michel Taillefer

Dominique DAVID

Sécurité : l'après New-York

Presses de Sciences po, 2002, 130 p., 12 €.

Dans un monde où la division Est-Ouest a pris fin, globalisé, mais divisé, instable, le choc du 11 septembre oblige à poser en des termes nouveaux les problèmes de sécurité. Les vulnérabilités des pays développés ont été mises à jour. Des acteurs non étatiques sont aujourd'hui capables de faire peser sur nous de graves menaces : usage de matières radioactives, armes chimiques, biologiques, intrusion dans les systèmes de communication... Les Etats-Unis sont sous le coup d'une attaque qui a mis fin à leur sanctuarisation. Ils vont mobiliser des ressources énormes en vue de restaurer leur sanctuaire et d'intervenir à l'extérieur pour contrer les menaces. Entendant garder seuls le contrôle de leurs interventions militaires, ils chercheront à s'entourer de supplétifs, mais sans se laisser brider par le formalisme d'une coalition. Dès lors que leur intérêt suprême est en jeu, ils voudront

garder les mains libres. Cet unilatéralisme risque de leur faire négliger d'autres aspects importants d'une vraie politique de sécurité et de paix. L'Union européenne, estime l'auteur, pourrait proposer une stratégie plus ouverte et plus dynamique. Mais il faudrait pour cela qu'elle se montre capable de parler d'une seule voix.

Michel Taillefer

Norberto BOBBIO

L'Etat et la démocratie internationale
Edition établie par Mario Telo, éd. Complexe, Bruxelles, 2002, 280 p., 18,30 €.

On peut être reconnaissant à Mario Telo, directeur de recherche à l'Institut d'études européennes de l'Université Libre de Bruxelles, d'avoir rendu possible au lecteur de langue française l'accès à l'œuvre du grand penseur politique italien Norberto Bobbio, né à Turin en 1909. Dans cet ouvrage, l'auteur analyse l'Etat moderne à partir des principaux maîtres de la pensée politique occidentale, de Hobbes à Hegel, en passant par Locke, Montesquieu, Rousseau et Kant. Il montre bien ce qui distingue la conception contractualiste de la plupart de ces auteurs fondée sur la dyade nature-Etat de la conception organique aristotélécienne fondée sur la dyade famille-Etat. La particularité de Kant réside dans sa tentative d'étendre aux relations internationales le modèle contractualiste. Celle de Hegel consiste à voir dans l'Etat le lieu de la synthèse entre liberté et histoire universelle. N. Bobbio, pour sa part, s'interroge sur la façon de passer de l'état de nature, marqué par la violence, qui caractérise encore les relations internationales, à un modèle régi par la démocratie et par le droit. Il s'intéresse plus particulièrement à l'Europe, dont l'avenir dépend selon lui de l'application du modèle fédéraliste à la fois dans les Etats membres et au niveau de l'Union. Peut-on rêver d'un Etat mondial démocratique? Tout en reconnaissant le rôle de l'Organisation des Nations unies, l'auteur en doute. Il se demande si ce n'est pas plutôt par le développement d'unions régionales, dont l'Union européenne, l'Alena ou l'Asean seraient de premières ébauches imparfaites,

qu'on pourra faire avancer la démocratie au niveau international.

Jean Weydert

Renaud DEHOUSSE (dir.)

Une constitution pour l'Europe?

Presses de Sciences po, 2002, 290 p., 13 €.

Cet ouvrage permettra au lecteur de mieux saisir la portée des travaux de la Convention qui s'est ouverte le 28 février 2002, sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, pour préparer la réforme institutionnelle de l'Union européenne. Les spécialistes en droit et en politique européenne de divers pays y mettent les débats actuels en perspective historique et s'interrogent en particulier sur les points suivants : que reste-t-il aujourd'hui dans l'Union de la souveraineté des Etats? Va-t-on vers la création en Europe d'une confédération d'Etats ou vers celle d'un Etat fédéral? Que penser du concept, cher à Jacques Delors, de « fédération d'Etats nations »? L'Union européenne n'est-elle pas en train d'évoluer vers un modèle nouveau de fédération non étatique? Sans être un Etat, l'Union européenne peut-elle se doter d'une constitution? Voit-on se dessiner les éléments d'un espace public européen? Quelles leçons tirer, pour l'actuelle Convention, de la méthode mise en œuvre, en 1999, par la Convention qui a élaboré la Charte des droits fondamentaux? Les précisions apportées par les auteurs, leurs points de vue différents, aideront le lecteur à se faire une opinion.

Jean Weydert

Marie-Claire CONSIDERE-CHARON

Irlande : une singulière intégration européenne

Economica, 2002, 280 p., 30 €.

L'intégration de l'Irlande dans l'Union européenne, au cours du dernier quart de siècle, s'est accompagnée d'une transformation spectaculaire de ce pays, dans les domaines économique, politique, social et culturel. La première partie du livre montre comment l'Irlande, qui était l'un des pays les plus pauvres de l'Europe, a progressé économiquement au point d'atteindre le

niveau de prospérité de ses partenaires les plus performants. Une politique des gouvernements successifs, à la fois libérale et volontariste, a permis à cette petite nation, avec l'appui de la Communauté européenne et de gros investissements étrangers, surtout américains, de faire fructifier ses ressources agricoles et d'entrer de plain pied dans les secteurs industriels les plus porteurs. L'auteur laisse voir cependant des aspects plus préoccupants du tableau : une désertification des campagnes, une dépendance accrue de l'extérieur pour les investissements et les marchés, un taux élevé de retour des profits vers l'étranger... La deuxième partie de l'ouvrage, intitulée « mesure d'un nouvel espace », aborde une série d'interrogations sur les enjeux que soulève pour un petit Etat le passage d'une souveraineté récemment et chèrement acquise à l'intégration, les rapports entre identité irlandaise et conscience européenne, le parcours communautaire du pays depuis l'adhésion enthousiaste jusqu'au rejet du traité de Nice par l'électorat irlandais, le 7 juin 2001. L'auteur estime que certains enseignements peuvent être tirés de l'expérience irlandaise pour l'entrée dans l'Union européenne des actuels pays candidats.

Jean Weydert

Bruno CAUTRÈS,

Dominique REYNIÉ (dir.)

L'opinion européenne 2002

Presses de Sciences po, Fondation Robert Schuman, 2002, 400 p., 17 €.

Dans son édition de cette année, *L'opinion européenne* propose deux nouvelles rubriques : un « observatoire de l'élargissement européen » offrant quatre contributions (sur les opinions tchèque et slovène face à l'Union européenne, sur les révolutions agraires à l'Est, sur la nature du défi agricole posé par l'élargissement) et une chronique européenne des élections dans les pays membres et dans les pays candidats. On pourra aussi tirer d'utiles enseignements des rubriques : l'événement euro, les valeurs des Européens, les attentes démocratiques, deux pays face à l'Europe (l'Italie et l'Irlande).

Jean Weydert

Jean-Claude GAUTRON

Droit européen

Dalloz, 2002, 406 p., 17,50 €.

Cette dixième édition de l'ouvrage actualise les choix effectués lors des récentes éditions : replacer les Communautés et l'Union européenne dans le contexte évolutif du droit ; exposer le droit institutionnel communautaire et, plus sommairement, les dispositions prises dans le cadre du fonctionnement des Communautés et de l'Union. Cette nouvelle édition comprend l'exposé des traités de Maastricht et d'Amsterdam sur l'Union européenne. Elle comporte également une présentation du traité de Nice et des perspectives institutionnelles qu'appellent les futurs élargissements de l'Union. Il convient de souligner la qualité de cet ouvrage de référence.

Michel Taillefer

Droits de l'homme

Monique CHEMILLIER-GENDREAU

Droit international et démocratie mondiale

Textuel, 2002, 270 p., 20,58 €.

Face à un état du monde caractérisé par des guerres de plus en plus irrationnelles et par un accroissement des inégalités, Monique Chemillier-Gendreau invite à réfléchir au rôle du droit international. Pour qu'il exerce son rôle, le droit, souligne-t-elle, devra sortir de l'ambiance feutrée des juristes ou des organisations internationales, et des échanges savants qu'affectionnent les juristes positivistes, à l'abri d'un débat sur les valeurs. Elle met au centre de sa réflexion la démocratie mondiale. Prompts à se vanter d'avoir trouvé le secret de la démocratie, comme forme de gouvernement interne, les pays occidentaux soutiennent et financent des régimes dictatoriaux et crapuleux dans le reste du monde. Ils piétinent la règle de l'égalité entre les Etats, en se donnant des positions hégémoniques dans les organisations internationales. Les chapitres de ce livre décli-

nent divers exemples des conséquences de cette attitude : la mise à mal de la souveraineté des Etats, l'incapacité du droit international à se développer comme frein à la violence, le discrédit des Nations unies, le cynisme du système économique mondial, la montée de la criminalité internationale et de son impunité. Des cas concrets sont analysés : conflit du Proche-Orient, guerre du Golfe, intervention militaire au Kosovo, actuelle guerre contre le « terrorisme ». Ces cas montrent comment le système de sécurité collective a été détourné de ses objectifs et instrumentalisé pour asseoir l'hégémonie américaine, avec l'aide ou la permission d'autres pays occidentaux. L'action humanitaire, qui se veut morale, n'apporte qu'une faible réponse aux pires conséquences de cette politique, sans influencer sur ses causes. La conclusion du livre est une invitation à lutter pour construire la loi internationale du futur.

Jean Weydert

Danièle LOCHAK

Les droits de l'homme

La Découverte, Repères, 2002, 128 p., 7,95 €.

Professeur de droit à Paris X-Nanterre, ancienne présidente du Groupe d'information et de soutien des immigrés (Gisti), Danièle Lochak présente ici un excellent compendium des droits de l'homme. Elle prend soin de définir le statut des droits de l'homme, concept éthique appelant un ancrage dans le droit positif. Elle montre comment ils sont nés et se sont développés, d'abord affirmés comme droits-liberté, puis comme droits-créances, puis comme droits-solidarité et gagnant peu à peu en universalité, jusqu'à la déclaration universelle de 1948. Celle-ci n'est pas un point d'aboutissement, car le propre des droits de l'homme est d'être inachevés, jamais entièrement appliqués et toujours susceptibles de nouveaux développements. Leurs conditions d'existence – Etat de droit, démocratie, justice sociale – sont rappelées. Les obstacles à surmonter – impératifs contradictoires de la liberté et de la sécurité, des droits individuels et des droits collectifs, de la dignité et de la liberté, verrou de l'Etat-nation – et les nouveaux

défis à relever sont examinés. Cet ouvrage présente l'intérêt d'analyser les droits de l'homme dans toutes leurs dimensions, politique, philosophique, juridique, historique.

Jean Weydert

COMITÉ ÉPISCOPAL DES MIGRATIONS,
COMMISSION SOCIALE DE L'ÉPISCOPAT,
JUSTICE ET PAIX-FRANCE

L'asile en France. Etat d'urgence

Bayard Editions, Fleurus-Mame, Cerf, 2002, 112 p., 12 €.

Ce document comporte un dossier dans lequel sont relatés quelques itinéraires de demandeurs d'asile, rappelés des éléments de réflexion chrétienne et exposées de manière précise les conditions actuelles de l'asile en France ainsi que les perspectives d'eupéanisation du droit d'asile. Ce dossier est précédé d'une déclaration épiscopale qui souligne plusieurs aspects inacceptables du traitement des demandeurs d'asile en France et en Europe aujourd'hui et propose quelques mesures urgentes à mettre en œuvre. Il est suivi d'un rappel de plusieurs autres textes d'Eglise sur les réfugiés.

Jean Weydert

Economie

OFCE

L'économie française 2002

La Découverte 2001, coll. Repères, 128 p., 7,95 €.

La livraison annuelle de l'Observatoire français de conjoncture économique prend de l'audace, année après année. Rassemblant des études parues durant l'année 2001 et des synthèses *sui generis*, le panorama de l'économie française fait la part belle et méritée à la critique des politiques mises en place. Outre la mise en scène des principaux agrégats de la comptabilité nationale (croissance, emploi, investisse-

ment, commerce extérieur, inflation) qui témoignent tous de la difficulté de maintenir la croissance nécessaire à l'emploi et aux réformes sociales, le lecteur trouvera une analyse plus ciblée de certains programmes politiques. La « prime à l'emploi » mise en œuvre à la fin de l'année 2000 montre ici son caractère injuste et inefficace. On se prend à regretter l'absence d'un bilan réel des 35 heures qui tienne compte non seulement des contrats officiellement passés, mais des effets induits par ses coûts sur la flexibilité, le stress et le ralentissement de la croissance.

Etienne Perrot

Etienne PERROT

L'argent

Salvator, coll. Parole et Tabou, 2002, 112 p., 9,99 €.

Ce petit livre nous offre une réflexion très suggestive sur l'argent. Selon les économistes, le rôle de l'argent, dont ils disent à quoi il sert mais qu'ils ne définissent jamais, serait simplement de rendre le troc plus facile, d'être une sorte d'huile dans les rouages de l'économie. Tout à fait neutre, l'argent remplirait trois fonctions utiles : intermédiaire dans les échanges, unité de mesure économique, réserve de valeur marchande. L'auteur nous fait découvrir, sous ce voile de neutralité, les relations tour à tour coopératives et conflictuelles que la monnaie suscite entre l'Etat, la société civile et l'individu. L'argent, à la fois, libère et opprime ; il construit seulement l'apparence d'un lien social. Figure économique de la transcendance, il tend à devenir finalité absolue. Mais il est incapable de réaliser ses promesses sans se consumer. L'originalité de cet ouvrage est de nous faire voir les enjeux humains cachés derrière les enjeux financiers.

Jean Weydert

Rapport moral sur l'argent dans le monde 2001

Association d'économie financière, 2001, 452 p., 35 €.

Cette livraison annuelle devient une institution. Aux chroniques habituelles touchant les marchés s'ajoutent des approches

plus novatrices qui débordent la simple technique : face aux problèmes de la corruption, l'état d'avancement des coordinations internationales ; les enjeux plus philosophiques de la justice distributive, analyses des politiques de lutte contre le sous-développement. Une part est laissée cette année à l'analyse des relations ambivalentes entre la mondialisation et les religions. Il ne s'agit pas simplement de dire ce que les Eglises proclament pour ou contre de la mondialisation, mais de présenter les déplacements opérés dans les Eglises par la mondialisation. Il est impossible de citer l'apport de chacun des 50 collaborateurs de l'ouvrage. Beaucoup sont connus : Elie Cohen, Jean-Paul Betbèze, Dalil Boubakeur, le recteur de la mosquée de Paris, Jean-Michel Servet du Centre Walras de Lyon, Marc Lienhard, Philippe Nasse, Edmond Malinvaud, Yves Ullmo, Michel Camdessus. Le tout donne une impression un peu éclatée, assez bien compensée, il est vrai, par les excellentes introductions du coordinateur de l'ouvrage, Antoine Mérioux. Touchant le cœur de cible de l'Association d'économie financière, une mention spéciale doit être donnée à la magistrale analyse du partage des risques par le directeur des études du groupe Caisse des dépôts, Patrick Artus. Il y montre ce que la croissance boursière étonnante des années 1990 doit à la survvalorisation de la prime de risques empêchée par les actionnaires au détriment des salariés les plus exposés aux faillites de leur entreprise. Certes, depuis le printemps 2000, le scénario a changé. Mais le problème soulevé est essentiel. Qui assume les risques, et comment est-il rémunéré ? C'est le point central d'une économie d'échange généralisé, le point aveugle des administrations qui ne connaissent pas le risque car ils ne l'ont jamais rencontré.

Yann Galenna

André GAMBLIN (dir.)

Images économiques du monde 2002

Sedes, 2001, 384 p., 23,63 €.

Ce manuel rassemble avec une grande pédagogie les données classiques, actualisées au 31 août 2001, de géographie économique (démographie, productions,

Philosophie

grandes régions internationales). La France a la part belle. Les pays sont présentés succinctement, de l'Afghanistan au Zimbabwe, Les produits également, de l'acier au vin. Enfin les services, des assurances au transport par voies d'eau. On y apprend que le régime des talibans fournissait 4 600 tonnes de drogue par an, soit les trois quarts de la production mondiale. Le lecteur trouvera dans cet ouvrage peu d'analyses détaillées, et même quelques lacunes. Pour ne citer que l'une d'entre elles : la crise de la production électrique de l'Etat de Californie aux Etats-Unis n'est pas seulement due à la mise en concurrence des distributeurs (mesure libérale), mais également à la fixation administrative des prix payés par le consommateur (mesure étatique). Les contributions sont écrites avec clarté, compensant les tableaux parfois confus et la cartographie sommaire.

Etienne Perrot

Françoise PIOTET (dir.)

La révolution des métiers

Puf, coll. Le lien social, 2002, 366 p., 25,50 €.

Cet ouvrage collectif explore les multiples usages des références actuelles au mot « métier ». Les auteurs invitent ainsi à s'interroger sur un mot qui peut désigner tantôt une activité qui se trouve au cœur d'une entreprise, tantôt une identité professionnelle ou encore un emploi particulier. Au fil des analyses des situations de travail proposées dans les différents chapitres, le lecteur découvre plus clairement que l'insistance actuelle sur le « métier » témoigne d'un nouveau rapport à la qualification : nous sommes en train de passer d'une qualification des postes de travail à une qualification des personnes elles-mêmes, ou encore d'une conception procédurale de la qualification à une conception patrimoniale de la qualification. Le recours contemporain au mot « métier », illustré ici dans les activités manuelles ou de service, dans les secteurs public comme privé, est le signe de ce passage, dont les conséquences sont perceptibles tant dans l'organisation du travail que dans le droit du travail.

Antoine Kerhuel

Jean-Claude GUILLEBAUD

Le principe d'humanité

Seuil, 2001, 380 p., 19,82 €.

Le dernier essai de Jean-Claude Guillebaud tranche dans l'atonie des débats et la fausse humilité des argumentations. « L'humanité de l'homme n'est ni un constat vérifiable, ni le résultat d'une recherche, ni un héritage : c'est un projet. [...] L'humanité fait partie de ces principes énigmatiques qui doivent sans relâche être réinterrogés et défendus, faute de quoi ils se dissolvent et disparaissent dans les fracas de l'histoire naturelle. » Aussi, sans réelle positivité, le principe d'humanité se découvre lorsqu'il est manquant ou à travers les attaques qu'il subit. Ce sont les menaces contemporaines conjuguées de l'économie, de la génétique et de l'informatique que s'attache à décrire l'auteur. Ce faisant, il situe les atteintes portées au principe d'humanité mais en dévoile, à travers l'exposé de ses résistances, les réserves disponibles. Si ce livre fait événement c'est, par-delà la pertinence du propos, par le succès qu'il a rencontré et qui n'est pas le fruit du hasard. Jean-Claude Guillebaud est éditeur jusque dans sa manière d'écrire. Il est d'abord un collectionneur averti comme l'attestent son art de la citation et la diversité de ses références. Sa simplicité dans la présentation de matières complexes fait reconnaître que certaines vulgarisations sont de véritables éloges du peuple. Il est ensuite un relieur : il restitue des cohérences et, à cet égard, sa manière de traiter ensemble économie, génétique et informatique est décisive pour comprendre la globalité d'un mouvement. Il fait preuve aussi d'une véritable politique éditoriale. Son absence de complaisance vis-à-vis des évolutions actuelles n'a d'égal que son refus de toute nostalgie du passé. Sa critique du libéralisme est résolument interne et, d'un bout à l'autre de l'ouvrage, il se confronte au monde tel qu'il est et non tel qu'il devrait être ou a été. On peut ici formuler une réserve : son souci de l'équilibre affaiblit parfois les potentialités de la résistance à laquelle il appelle. Ainsi, sa dénonciation de la nostalgie devient répétitive fautive

d'être explicitée : on se prend alors à espérer qu'elle est d'autant plus définitive qu'elle dissimule de fidèles sympathies. Enfin, Jean-Claude Guillebaud se révèle éditeur par sa manière de débusquer un public, voire de le constituer. Son emploi récurrent de la première personne du pluriel n'a rien d'une convention académique. La qualité et la consistance du « nous » qu'il propose, la capacité d'adhésion dont il fait preuve, soulignent la réussite politique de ce livre-événement.

Vincent Calliger

Dick HOWARD

Marx

Aux origines de la pensée critique

Michalon, 2001, 122 p., 9 €.

Voici une très studieuse relecture de Marx, chose rare en notre temps. L'ouvrage n'est pas facile, même s'il est bref, en raison de la subtilité des points de vue qui ne cessent de se croiser. La formidable culture de Dick Howard en est la cause... Je retiens volontiers cette trame : Marx est typiquement un penseur « critique ». Mais la critique, chez lui, se transpose en « histoire » : c'est alors la réalité elle-même (l'histoire) qui est la vraie critique, par son évolution. Le centre de toute chose est comme une « autocritique » ; dans un sens : autocritique du monde ou de l'histoire. Howard ne manque certes pas de faire remarquer comment Marx passe facilement de la réalité qui se meut elle-même à ceux qui ont le savoir de ce mouvement : le parti du prolétariat en lieu et place du prolétariat (et nous voici revenant à une idéologie ou à une philosophie totale ou totalitaire). Marx prend en fait, après 1848 et le *Manifeste communiste*, le chemin d'une « science » du mouvement de la réalité économique, à savoir le capitalisme. Il n'abandonne pas pour autant le projet critique : celui-ci demeure sous la forme de l'utopie philosophique, celle de la « société communiste ». Tout cela me paraît vraiment intéressant et fondé (ou bien, je sens qu'on observe là les contradictions de Marx). Je suis moins convaincu lorsque D. Howard se lance à généreusement proposer que c'est en définitive « la démocratie » (ouverte) qui répond vraiment à l'appel critique de Marx.

Il ne manque pas de faire remarquer que la démocratie « n'intéresse (clairement) pas Marx, ni les marxistes », qui se prennent pour des gens trop sérieux pour cela. La philosophie, qui va de pair avec la démocratie, leur semble « détourner du réel ». C'est pourtant à quelque chose de ce genre que les « interrogations » – comme il y en a constamment chez Marx – renverraient, en définitive. Voilà une intéressante mise en valeur de la pensée « politique » de Marx, de ses « écrits politiques ». Il faut toutefois, pour aller jusque-là, avoir pardonné – ou bien oublié – les formidables raideurs de l'historisme, du « matérialisme historique », d'abord lucidement exposé !

Jean-Yves Calvez

Jean ROY

Le Souffle de l'espérance

Le politique entre le rêve et la raison

Ed. Bellarmin, Québec, 2000, 608 p., 37,96 €.

Au centre de ce vaste ouvrage, qui s'interroge sur les mésaventures tragiques de l'espérance une fois que des hommes veulent l'inscrire dans la politique en donnant forme à l'Histoire, une méditation sur l'énigme du Mal. Jean Roy réussit à tenir ensemble une approche historique, indispensable pour mettre en évidence les filiations de ce passage du religieux au politique, jusqu'aux délires que connut le XX^e siècle avec le nazisme et le communisme, et une réflexion qui dépasse l'Histoire. Partis d'une inspiration religieuse où l'espérance ignore les limites puisqu'elle a le souci de comprendre le sens ultime de leur vie, les hommes qui transposent cette inspiration dans le domaine du politique ne se contentent pas d'insuffler à l'action politique l'énergie puissante de l'espérance. Ils ont aussi le dessein de résoudre l'énigme du Mal, de s'en donner une explication simple et de mettre cette explication en œuvre dans une action déterminée à ne reculer devant aucun obstacle, fût-ce devant les interdits de la morale. Or, un tel passage du religieux à la politique repose sur une confusion d'ordres et ne se met en œuvre qu'en refusant de reconnaître de limite à l'action humaine. En s'interrogeant sur l'énigme du

Mal, Jean Roy ne cesse donc de s'interroger sur la question centrale de la limite, signe de notre finitude; et il le fait en privilégiant la référence à Kant, le penseur de la finitude de la raison dans l'homme et de sa liberté.

François Chirpaz

Daniel BENSÂÏD

Résistances

Essai de taupologie générale

Fayard, 2001, 248 p., 18,29 €.

Cet hymne poético-philosophique à la gloire de la résistance – cette « passion messianique d'un monde juste » qui n'accepte pas de sacrifier « le scintillement du possible à la terne fatalité du réel » – se présente sous l'égide de l'animal totemique des révolutionnaires modernes : la *taupe*, petit mammifère discret, dont l'auteur s'amuse à décrire les aventures littéraires et politiques, de Shakespeare à Marx, en passant par Schlegel et Hegel. L'esprit de résistance s'inspire à la fois de la patience du marrane et de l'impatience messianique de Franz Rosenzweig et Walter Benjamin – héritiers modernes du messianisme hérétique de Nathan de Gaza, ce théologien révolutionnaire du XVII^e siècle redécouvert par Gershom Scholem. Il s'inspire aussi de la prophétie hébraïque, qui ne se propose pas, comme la divination ancienne, de prédire l'avenir, mais plutôt de sonner l'alerte de la catastrophe qui arrivera *si...* Toujours conditionnelle, laissant une place à l'incertitude – l'*oulai* biblique –, cette prophétie est un appel stratégique à l'action.

Michael Löwy

Religion, société

Jean-Louis VIEILLARD-BARON

La Religion et la cité

PUF, coll. Intervention philosophique, 2001, 252 p., 19,50 €.

La religion a-t-elle une dimension sociale? Comment s'articule une telle

dimension avec la dimension subjective, essentielle aussi à toute religion? Telles sont les questions abordées par ce livre, et non point la relation de la religion au politique proprement dit, comme le titre pourrait donner à l'entendre. Il s'agit ici, essentiellement, de la religion chrétienne, ce qui constitue une limite par rapport à l'ambition affichée à la fois par le titre et par le propos général. L'auteur croise le fer avec les réductions de la religion au politique, au social, au sublime, à la démocratie (?); puis il reprend la double question qui préside à la réflexion philosophique d'ensemble. Cela vaut de belles pages sur la prière, la foi, la conversion, le témoignage, ainsi que de vives mises en cause des analyses les plus fréquentes du symbole (notamment la position de Ricœur). L'inspiration est incontestablement hégélienne, mais beaucoup (trop?) de références habitent ces pages. On ressort de la lecture admiratif pour nombre d'intuitions justes, mais incertain quant à l'intention réelle et aux lumières effectivement apportées sur cet important sujet.

Paul Valadier

Abdelwahab MEDDEB

La maladie de l'islam

Seuil, coll. La couleur des idées, 2002, 226 p., 20 €.

L'intégrisme se révèle comme la maladie de l'islam. Mais pour le comprendre, encore ne faut-il pas se contenter d'une lecture univoque de l'histoire musulmane. Les civilisations occidentales et orientales sont par trop imbriquées les unes dans les autres, en rapport d'affrontement, de confrontation l'une par rapport à l'autre. Ainsi, la lecture de l'auteur, en forme d'essai, nous donne-t-elle à voir ce jeu dans lequel l'islam s'oppose à l'autre. Celui-ci a aussi changé de nature. Il n'est plus seulement l'Européen des empires et des colonisations. Il est aussi l'Américain qui pratique lui aussi une logique impériale, logique d'affirmation de la force et de la domination, logique dans laquelle l'économie tient une part importante. La disparité des politiques appliquées aux pays arabes ou à Israël entretient l'antagonisme. Face à

lui, le geste techniquement parfait et esthétique des attentats du 11 septembre se donne à voir comme une incomplétude, une incapacité à s'opposer, comme la manifestation d'un ressentiment quasi nietzschéen. Presque trop ambitieuse pour l'ampleur de l'ouvrage, cette lecture est très suggestive.

Pierre Martinot-Lagarde

Paul COLLONGE et François-G. DREYFUS
**Religions, société et culture
 en Allemagne au XIX^e siècle**
 Sedes, 2001, 170 p., 21,34 €.

L'histoire de l'Allemagne au XIX^e siècle est aussi celle des relations tour à tour convergentes et conflictuelles qu'y entretiennent les religions, la politique et la culture. C'est à partir des divisions confessionnelles de la société allemande que les auteurs ont choisi de retracer cette histoire. Ils montrent comment les protestants, avantagés par les conditions dans lesquelles s'est formée l'unité de l'Allemagne, dominant la vie intellectuelle et universitaire, mais sont divisés entre luthériens orthodoxes, réformés, libéraux et simples déistes. Certains tendent à substituer à la tradition chrétienne un déisme germanique nationaliste. Les catholiques sont minoritaires et plus unis. Leur fidélité au Saint-Siège leur attire des soupçons qui expliquent en partie le *Kulturkampf* mené par Bismarck. Ils s'engagent assez fortement dans la question sociale créée par l'industrialisation. Toute une partie de la petite minorité juive est en voie d'assimilation, malgré la montée de l'antisémitisme. L'Allemagne se sécularise, en milieu protestant surtout, juif également, catholique moins nettement. Le sentiment national s'y affirme chez les protestants d'abord, chez les catholiques après le *Kulturkampf*, mais aussi dans une bonne partie de la communauté juive.

Michel Taillefer

Politique, histoire

Marion GRET et Yves SINTOMER
**Porto Alegre,
 l'espoir d'une autre démocratie**
 La Découverte, 2002, 138 p., 7,5 €.

Porto Alegre est surtout connue comme l'anti-Davos. Cette grande ville d'Amérique latine a abrité les deux premiers « Forum social pour une autre mondialisation » en 2000 et 2001. Mais la capitale de l'Etat du *Rio grande do Sul*, au Brésil, forte d'un million et demi d'habitants, est également connue pour pratiquer depuis 1988 un style de démocratie semi-directe où les comités de quartier ont une parole de poids. L'ouvrage analyse avec précision le fonctionnement du budget dit participatif, où la hiérarchie des besoins se discute à la base. Les auteurs ne cachent pas les circonstances qui ont favorisé ce système novateur : d'une part, la réforme de la fiscalité locale voulue à l'échelon du Brésil, et qui a fourni des moyens nouveaux par le biais d'une redistribution importante ; d'autre part, la visibilité des besoins à satisfaire. L'efficacité du système en a été renforcée. Le taux de participation à cette démocratie *new-look* varie selon les quartiers. A l'examen, les auteurs doutent que le système puisse se généraliser à toutes les mégapoles. Les effets de la participation diminuent en effet lorsque les besoins sont moins obviés qu'une route à goudronner, une canalisation d'eau ou un branchement d'électricité. Au fur et à mesure que les besoins sont de l'ordre du service, la visibilité des objectifs et la mobilisation des populations concernées diminuent ensemble. Du coup, les classes moyennes prennent le pas sur les autres, créant un biais dans le système représentatif. Le lecteur averti ajouterait à ces arguments un autre assez visible en France. Dans la plupart des pays évolués, les dépenses des municipalités sont financées par des procédures tellement opaques que le citoyen perd conscience du coût réel de ses décisions.

Etienne Perrot

Dominique SCHNAPPER

La démocratie providentielle.

Essai sur l'égalité contemporaine

Gallimard, Nrf essais, 2002, 330 p., 19 €.

Dominique Schnapper poursuit ici le travail d'analyse sociologique qu'elle mène si magistralement depuis plusieurs années et qui nous a déjà valu *La communauté des citoyens* et *La Relation à l'autre*. A la suite de Tocqueville, mais dans le contexte d'aujourd'hui, elle s'interroge sur le devenir du principe démocratique d'égalité. La République en France s'est fondée, à la Révolution, sur le principe d'égalité formelle, quelles que soient par ailleurs les inégalités sociales, culturelles et autres. Mais la dynamique démocratique a conduit les citoyens à revendiquer aussi par la suite l'égalité sociale, ce qui a donné l'Etat-providence. Plus récemment, s'est également développée la demande d'égalité culturelle, comprise en fait comme un respect des différences ethniques. Cette évolution, fruit du louable souci d'assurer l'universalité des droits, risque d'aboutir, par la promotion de politiques spécifiques, à une dispersion de droits catégoriels. Comment, alors, faire encore société? Comment faire s'articuler par ailleurs la nation, lieu traditionnel du vivre ensemble, avec l'Europe et la mondialisation? Les craintes de Dominique Schnapper à ce sujet peuvent sembler excessives, mais comment ne pas partager son souci de redonner au politique sa transcendance par rapport à l'économique et aux appartenances particulières?

Jean Weydert

Jacques LE GOFF

La démocratie post-totalitaire

La Découverte, 2002, 204 p., 14,50 €.

En s'appuyant sur Hannah Arendt et Claude Lefort, l'auteur propose une étude comparative du phénomène totalitaire et du mouvement de modernisation de la fin du XX^e siècle. La dictature contemporaine du marché et des médias n'est pas du même ordre que ce qui a fait les régimes totalitaires : l'existence d'un parti unique, la confusion entre la société et l'Etat, le rôle central joué par l'idéologie, le rejet de tout

signe de division et de conflits internes. Les sociétés européennes démocratiques connaissent plutôt un processus de déshumanisation et de désagrégation qui constitue leur point aveugle. Le danger qui les menace est celui d'une « barbarie douce ». Au-delà des règles procédurales nécessaires à la discussion rationnelle dans une société pluraliste, il est urgent, pour l'auteur, de redécouvrir les dimensions anthropologiques du vivre ensemble. La démocratie n'implique pas un relativisme généralisé : la création de quelque chose de neuf a pour condition la reconnaissance d'un monde commun légué par les générations passées.

Michel Taillefer

Anne-Marie LE GLOANNEC (dir.)

L'Etat en Allemagne. La République fédérale après la réunification

Presses de Sciences po, 2001, 458 p., 36 €.

Anne-Marie Le Gloannec, qui suit depuis longtemps les affaires allemandes, a réuni une équipe pluridisciplinaire de chercheurs venant de plusieurs universités françaises et allemandes. L'objet de leur recherche a été d'étudier l'évolution de l'Etat en Allemagne dans le contexte de la mondialisation et à l'heure de la réunification. En Allemagne, comme partout ailleurs, s'est posée la question d'une restructuration des fonctions de l'Etat, compte tenu du nouvel environnement international. L'Etat en Allemagne doit aussi tenir compte des questions que pose le rétablissement de l'unité nationale, après un demi-siècle de division. Ces transformations ont-elles eu pour effet de conduire à plus ou moins d'Etat en Allemagne et, corrélativement, ont-elles altéré la nature même du fédéralisme allemand? Les auteurs relèvent que la République fédérale est travaillée tout à la fois par des mouvements de centralisation et de décentralisation. Par exemple, le transfert de la capitale de Bonn à Berlin entraîne, tant au point de vue institutionnel que culturel, une tendance à la centralisation. Pourtant, la réunification n'a pas véritablement entamé le fédéralisme. Certains changements doivent plutôt être attribués à l'évolution écono-

mique. L'économie sociale de marché n'est plus ce qu'elle était. Mais, à une plus grande libéralisation de l'économie, semble correspondre une part plus active de l'Etat fédéral dans le système de sécurité sociale. De leur côté, les *Länder* défendent avec acharnement leurs compétences. Ils ont obtenu des pouvoirs accrus, s'agissant de la politique européenne. Il est évident par ailleurs que centralisation et décentralisation s'inscrivent dans le cadre d'une nation encore divisée, où la culture politique est-allemande garde ses particularités. Cependant, tout compte fait, l'Etat fédéral allemand n'est-il pas mieux adapté que d'autres à exercer les nouvelles fonctions qu'appelle la situation du monde, compte tenu du fait qu'il est depuis longtemps un Etat négociateur, partageant avec d'autres acteurs sociaux les fonctions de régulation ?

Jean Weydert

Francis AMPE, Claude NEUSCHWANDER

La République des villes

L'Aube, Datar, Bibliothèque des territoires, 2002, 158 p., 18 €.

Claude HUSSON

L'Europe sans territoire

L'Aube, Datar, Bibliothèque des territoires, 2002, 206 p., 18 €.

Ces deux ouvrages soulignent l'importance de la politique d'aménagement du territoire, tant au niveau de la France, où elle commence à se mettre en place, qu'à celui de l'Europe, où elle est encore quasi inexistante. En France, il importe d'aller plus avant dans la voie de la décentralisation, en donnant plus d'autonomie aux agglomérations urbaines, aux régions et aux pays. Passer de la République des cantons à celle des villes permettra de moderniser l'économie, d'assurer un développement durable et de renforcer la démocratie. En Europe, il est urgent de mettre en œuvre une politique d'aménagement du territoire. L'Europe n'existera pas comme espace politique, économique et sociale organisé autour de ses valeurs si elle est seulement un marché, ou le fragment d'un marché global.

Jean Weydert

Pierre MARTIN

Les élections municipales en France depuis 1945

La Documentation française, 2001, 236 p., 19 €.

Depuis 1945, les électeurs ont été appelés à dix reprises à voter pour désigner leurs élus municipaux. Scrutin d'enjeu local, les élections municipales ont aussi, en France particulièrement, une signification politique. Elles font inévitablement figure de test pour les formations politiques et pour les responsables gouvernementaux. Comme le montre Pierre Martin dans cet ouvrage, dynamiques nationales et dynamiques locales interfèrent. L'étude et l'analyse des scrutins municipaux, depuis un demi-siècle, mettent par ailleurs en évidence l'existence d'un cycle électoral municipal : prime au maire sortant, état de grâce du premier mandat, effet d'usure par la suite.

Michel Taillefer

Albert SAMUEL

Comprendre le xx^e siècle, construire le XXI^e

Chronique sociale, Lyon, 2001, 292 p., 21,04 €.

Dégager les lignes essentielles de l'évolution du monde pour aider à la comprendre est une entreprise difficile. Enseignant en histoire et journaliste, l'auteur trace d'abord un tableau des grands événements qui ont marqué l'histoire du monde au xx^e siècle : les deux guerres mondiales, les génocides, les efforts insuffisants de désarmement et d'organisation de la paix ; le règne et l'effondrement de deux totalitarismes meurtriers – le communisme et le nazisme ; la décolonisation, qui a changé la carte du monde, et l'apparition d'une nouvelle hégémonie, celle des Etats-Unis. Sont ensuite présentés les défis du XXI^e siècle : ils s'appellent la démocratie, la paix, la lutte contre la pauvreté, le développement durable, l'environnement. On ne peut qu'être d'accord sur l'invitation faite à remédier aux causes plus qu'aux symptômes. On aurait souhaité une analyse des causes plus équilibrée.

Jean Weydert

Jean-Pierre DERRIENIC

Les guerres civiles

Presses de Sciences po, 2001, 286 p., 22,56 €.

Professeur de sciences politiques à l'université Laval à Québec, l'auteur a choisi de s'intéresser à des guerres aujourd'hui plus fréquentes que les guerres interétatiques. Il s'attache d'abord à en analyser les diverses causes : conflits entre des groupes partisans, auxquels on adhère par choix individuel, entre des groupes socio-économiques, ou entre des groupes identitaires, auxquels on appartient par la naissance. Il invite à ne pas faire du présent une description entièrement négative, tout en reconnaissant que, si des progrès ont eu lieu, des retours en arrière sont toujours possibles. Les guerres civiles les plus dangereuses lui semblent être celles dans lesquelles interviennent des conflits identitaires. Mais certaines expériences passées montrent qu'il est possible, à condition d'en prendre les moyens, de procéder à des réconciliations inattendues. Pierre Hassner, qui a préfacé ce livre, ne partage pas entièrement l'optimisme de Jean-Pierre Derrienic. Il tient cependant cet ouvrage pour le meilleur livre français sur les guerres depuis *Paix et guerre entre les nations* de Raymond Aron.

Michel Taillefer

Jean-Yves CALVEZ

Politique et histoire en Allemagne au XIX^e siècle

Puf, Questions classiques, 2001, 298 p., 22,50 €.

La pensée politique partagée par le plus grand nombre des hommes parle de droit naturel, de volonté générale, de raison, ou de contrat mais élevé au rang de règle véritable. Elle semble porter un appel : la politique est une œuvre à faire. Une grande partie de la pensée allemande du XIX^e siècle, en particulier chez les historiens, s'est crispée contre ce qu'elle a senti là comme extériorité et abstraction (surtout française). Elle était à la recherche d'un principe immanent aux communautés politiques, à leur histoire, d'un social concret, portant l'ethos en soi-même : le peuple, la nation, l'Etat. Cette recherche d'une « voie particulière » a frappé plus d'un observa-

teur de l'Allemagne. Jean-Yves Calvez illustre cette tendance à partir d'une analyse des œuvres des « vieux libéraux », Dahlmann et Gervinus, et d'un conservateur original, Stahl, avant 1848, de l'historien Ranke, qui embrasse le siècle, et d'un certain nombre de « nationaux-libéraux » d'après 1848 (Droysen, Sybel, Treitschke), ainsi que de l'historien et homme politique Mommsen. Au-delà du point jusqu'où menaient directement ces historiens, une tentation forte, terrible, s'est exercée, à laquelle le national-socialisme a totalement succombé. Jean-Yves Calvez relève que la question n'a pas fini de se poser aujourd'hui. Nous ne sommes pas sortis des nationalismes et des ethnismes en Europe. En France même, certains prétendent savoir pour jamais ce qu'est l'identité nationale et déterminer les valeurs politiques à partir de là ; il est certes utile de se référer à l'histoire. Mais celle-ci ne nous donne pas une substance éthique non négociable. La politique est toujours à faire : dans le débat, le compromis, la reconnaissance mutuelle.

Jean Weydert

Questions sociales

OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA PAUVRETÉ ET DE L'EXCLUSION SOCIALE

Travaux et Rapport 2001-2002

La Documentation française, 2002, 590 p. et 128 p., 25 € et 10 €.

Ces documents de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (mis en place en 1999) constituent une précieuse source d'informations. Cette année, le *Rapport* rend compte des évolutions de la pauvreté dans le contexte du ralentissement économique de 2001, développe une approche territoriale de la pauvreté et examine quelques dossiers plus particuliers : la santé (un an près la mise en place de la couverture maladie universelle), ainsi que les situations des personnes sans domicile et des étrangers. La lecture du *Rapport*, qui livre les conclusions des recherches enga-

gées, trouve dans l'examen des *Travaux* son complément indispensable (on trouve aussi, dans les *Travaux*, d'autres pistes de réflexion : sur le logement, sur les bas salaires). Ces deux ouvrages, très utiles, dessinent, de manière froide et très analytique, les contours de la pauvreté en France. Sans doute leur manque-t-il une attention aux paroles des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion.

Antoine Kerhuel

LES ENTRETIENS
DE LA CAISSE DES DÉPÔTS

Quel habitat pour les ménages à faibles revenus ?

La Documentation française, 2001, 188 p., 18 €.

Cet ouvrage constitue les actes d'un colloque tenu dans le cadre des « Entretien de la Caisse des dépôts ». Ce colloque réunissait des chercheurs de différentes disciplines et des professionnels de l'habitat. Son thème a été choisi parce que le logement social traverse actuellement une crise en France et doit engager une mutation profonde. En dépit d'un rythme de construction assez élevé, les déséquilibres restent forts entre l'offre et la demande de logements, en particulier la demande émanant des catégories les plus modestes. Les interventions et les débats portent sur les causes de ces dysfonctionnements et sur les moyens d'y remédier. Des comparaisons sont établies avec d'autres systèmes européens plus performants, ceux des Pays-Bas et de l'Allemagne. Sont examinées en particulier les questions suivantes : trop sectoriser les réponses apportées aux demandes de logement en fonction de la situation de chacun ne risque-t-il pas d'aller contre l'universalité du droit au logement ? L'effort à faire en priorité ne consiste-t-il pas à produire une plus grande quantité et une plus grande variété de logements ? Convient-il de privilégier l'aide à la personne ou faut-il développer l'aide à la pierre ? Ne devrait-on pas aller vers une plus grande décentralisation des politiques de l'habitat ? Quelles places respectives faire au locatif et à l'accession à la propriété ?

Jean Weydert

Claude ALPHANDERY

De la galère à l'entreprise

Editions-Diffusion Charles Léopold Mayer, 2002, 126 p., 7,60 €.

Créée en 1988, la Fondation « France active » s'attache à soutenir des projets de création d'emplois dont les concepteurs ont difficilement accès au crédit bancaire. Ces initiatives peuvent être portées par des chômeurs voulant créer leur propre emploi. Elles peuvent aussi émaner d'associations engagées pour l'insertion. L'auteur, qui a dirigé la Fondation « France active » entre 1991 et 2000, présente les axes de développement de la Fondation : aider les chômeurs-créateurs à mettre en place de véritables entreprises (reconnues par leurs banquiers), bâtir une démarche de proximité, renforcer par des apports de fonds propres les structures, fragiles, qui œuvrent pour l'insertion par l'activité économique. Au fil des pages, les outils progressivement mis en place sont décrits. La parole est aussi donnée aux personnes qui se sont appuyées sur cette fondation pour avancer dans leur projet. En rendant ainsi compte de la démarche de « France active », l'auteur fait sentir quelle forme concrète peut prendre un droit à l'initiative économique qui ne se limiterait pas aux seules personnes disposant, au préalable, d'un capital substantiel.

Antoine Kerhuel

Michèle LAMONT

La dignité des travailleurs

Presses de sciences po, 2002, 384 p., 28 €.

Cette comparaison entre travailleurs américains et français fait ressortir leurs ressemblances et leurs différences de situations et d'attitudes. L'auteur relève chez les travailleurs blancs américains un sens de la dignité basé sur une éthique de la responsabilité. Ils se distinguent des cadres et des membres des professions libérales, qui leur semblent dépourvus d'intégrité personnelle, et des travailleurs noirs, jugés paresseux. Ces derniers se perçoivent eux-mêmes comme plus généreux et solidaires des pauvres. Les travailleurs français, attachés aux mêmes valeurs morales que les américains, mais plus dépourvus qu'eux de

réseaux de sociabilité, suite au recul des organisations de gauche, semblent rester plus sensibles à l'injustice. Ils se veulent plus solidaires des pauvres et des immigrés, mais ressentent souvent la culture des Nord-africains comme incompatible avec la leur et avec les valeurs républicaines. Ce travail de sociologie « compréhensive » jette un nouvel éclairage sur les phénomènes de classe, d'exclusion, de racisme et d'immigration.

Jean Weydert

Sylvie SCHWEITZER

Les femmes ont toujours travaillé

Odile Jacob, 2002, 334 p., 24,40 €.

On ne se demande pas depuis quand ni pourquoi les hommes travaillent. Pourquoi pose-t-on ces questions pour les femmes ? L'auteur s'applique à y répondre, en expliquant pourquoi les femmes ont été longtemps assignées à des places « hors travail » ou plutôt « hors marché du travail ». La femme avait principalement pour domaine d'activité l'espace privé. Elle ne pouvait ni ne devait en sortir. L'auteur nous propose ici l'histoire de cette sortie, en dressant un panorama des activités que les femmes exercent depuis longtemps (dans l'agriculture, sous la forme du travail à domicile), depuis quelque temps déjà (dans les usines, dans les bureaux), ou depuis peu (en médecine, dans la sphère politique). On lira avec profit cet ouvrage rédigé de manière vivante et documentée.

Michel Taillefer

Jean-Gustave PADIOLEAU

Le réformisme pervers : le cas des sapeurs-pompiers

Puf, coll. Sociologies, 2002, 220 p., 27 €.

Ce livre vient interroger l'action publique, telle qu'elle est vécue en France. La réflexion est conduite à partir d'un cas précis : les réformes de modernisation des Services d'incendie et de secours, votées en 1996 et mises peu à peu en application. L'auteur reprend, des travaux de March, la distinction entre réformisme d'exploitation

et réformisme d'exploration. Si le premier met l'accent sur ce qui vient améliorer la production, la planification et le contrôle, le second est dynamisé par une recherche faite de questionnements, de tâtonnements et d'évaluations des diverses options. Pour l'auteur, le cas étudié ne procède d'aucun de ces réformismes, mais plutôt de ce qui est appelé (non sans jugement de valeur implicite) « réformisme pervers ». Celui-ci renvoie aux dissonances entre les buts escomptés lors d'une réforme et les résultats en définitive obtenus, dans la mesure où ces dissonances résultent de conflits entre rationalités différentes (et entremêlées dans l'analyse – par paresse, obscurité ou calcul) ou encore de compromis non explicités entre des attentes distinctes. Ce réformisme pervers peut aujourd'hui entraver toute action publique.

Antoine Kerhuel

Pierre ERNY

Essai sur l'éducation en Afrique noire

L'Harmattan, 2001, 352 p., 25,95 €.

Auteur proluxe (23 livres répertoriés en annexe), Pierre Erny rassemble ici des articles écrits, pour la plupart, entre 1970 et 1980 et rangés autour du thème général de l'éducation en Afrique noire. Saluons, à cette occasion, les éditions L'Harmattan, qui ont publié presque toutes les œuvres de cet auteur, pour leur large accueil d'études qui n'auraient sans doute pas trouvé preneur sans elles : un trésor de documents qui seraient inaccessibles aux lecteurs intéressés par l'Afrique. Nous sommes promenés du Burkina Faso au Rwanda, en passant par le Congo-Brazzaville et les villes zaïroises de Lubumbashi et Kisangani, tous pays où Pierre Erny a enseigné, soit dans le Primaire, soit dans le Supérieur. L'éducation en Afrique anglophone n'est traitée que par livres interposés, mais largement évoquée. Les limites du livre ? Elles sont évidentes, et l'auteur ne les cache pas : impression donnée de pratiquer le « surf » sur tout un continent ; côté « daté » des expériences, à peine corrigé par des ajouts de dernière heure (l'impact du sida, par exemple, ou les effets récents de la surpopulation) ; quelque chose de

péremptoire dans le ton... Son intérêt? Un essai pour proposer un enseignement moderne qui tienne compte du contexte coutumier dans lequel – consciemment ou non – baignent encore les élèves. A vrai dire, l’auteur pose les problèmes plus qu’il ne les résout, mais, de cette manière, il inquiète les enseignants qui auraient tendance à suivre aveuglément le goût du jour pour la modernité. Il doit cette perspective

au fait qu’il est à la fois un pédagogue et un ethnologue (il enseigne l’ethnologie à l’université Marc-Bloch de Strasbourg). Il ne craint pas de se définir comme un « ethnopédagogue » – mais davantage comme un « vulgarisateur » (p. 43) que comme un scientifique. Cet ouvrage est intéressant, mais il fera souvent « tiquer » les ethnologues de métier.

Eric de Rosny

AUTEURS DES LIVRES RECENSÉS

- *International, Europe* : N. Bobbio, B. Cautrès, G. Chaliand, M.-C. Considère-Charon, D. David, R. Dehousse, O. Dollfus, J.-C. Gautron, D. Reynié.
- *Droits de l’homme* : M. Chemillier-Gendreau, D. Lochak, Comité épiscopal des migrations, Commission sociale de l’épiscopat, Justice et Paix-France.
- *Economie* : Association d’économie financière, A. Gamblin, Ofce, E. Perrot, F. Piotet.
- *Philosophie* : D. Bensaïd, J.-C. Guillebaud, D. Howard, J. Roy.
- *Religion, société* : P. Collonge, F.-G. Dreyfus, A. Meddeb, J.-L. Vieillard-Baron.
- *Politique, histoire* : F. Ampe, J.-Y. Calvez, J.-P. Derrienic, M. Gret, C. Husson, A.-M. Le Gloannec, J. Le Goff, P. Martin, C. Neuschwander, A. Samuel, D. Schnapper, Y. Sintomer.
- *Questions sociales* : C. Alphandéry, Entretiens de la Caisse des dépôts, P. Erny, M. Lamont, Observatoire national de la pauvreté et de l’exclusion sociale, J.-G. Padioleau, S. Schweitzer.

Vous pouvez commander tous ces livres dans votre librairie habituelle, mais aussi via notre site internet : <http://www.jesuites.com/cyberboutik/>